

> Repos quotidien du salarié : Durée légale (ordre public)

Section 2 : Champ de la négociation collective

L. 3131-2

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une convention ou un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche peut déroger à la durée minimale de repos quotidien prévue à l'article L. 3131-1, dans des conditions déterminées par décret, notamment pour des activités caractérisées par la nécessité d'assurer une continuité du service ou par des périodes d'intervention fractionnées.

[service-public.fr](#)

> Repos quotidien du salarié : Dérogation à la durée légale (champ de la négociation collective)

Section 3 : Dispositions supplétives

L. 3131-3

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut d'accord, en cas de surcroît exceptionnel d'activité, il peut être dérogé à la durée minimale de repos quotidien dans des conditions définies par décret.

[service-public.fr](#)

> Repos quotidien du salarié : Dérogation à la durée légale (dispositions supplétives)

Chapitre II : Repos hebdomadaire

Section 1 : Principes.

L. 3132-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Il est interdit de faire travailler un même salarié plus de six jours par semaine.

[service-public.fr](#)

> Chômage : radiation par Pôle emploi : Repos hebdomadaire